

L'INSEE fait grimper la dette qui frôle les 100 % du PIB

- L'Insee a requalifié jeudi SNCF Réseau en administration publique, si bien que sa dette vient gonfler celle de la France.
- Cette dernière a bondi à 98,5 % fin 2017 et devrait rester proche de ce niveau.

FINANCES PUBLIQUES

Renaud Honoré
 @r_honore
 (avec Ingrid Feuerstein)

Les mauvaises surprises budgétaires s'accumulent pour le gouvernement en cette rentrée. Alors que la dégradation de la croissance rend déjà sa tâche plus ardue, il doit faire en plus avec une décision compréhensible de l'Insee qui complique ses engagements en matière de maîtrise de la dette publique. Cette dernière vient d'être revue nettement à la hausse, à 98,5 % du PIB fin 2017, alors que les chiffres officiels disaient 96,8 % jusqu'à présent. Une situation qui rapproche la France du seuil symbolique des 100 %.

La raison ? L'Insee a annoncé jeudi avoir requalifié SNCF Réseau – la partie du groupe public en charge du réseau ferroviaire – en administration publique. Cela traduit la dégradation de la situation économique de cette entité : les recettes commerciales de SNCF Réseau (les péages payés pour faire

circuler les trains) n'ont cessé de voir leur poids s'amenuiser comparé aux subventions, au point qu'elles ne couvrent plus 50 % des coûts depuis 2016. Le franchissement de ce seuil oblige automatiquement l'Insee à considérer SNCF Réseau comme une administration publique. Du coup sa dette devient publique elle aussi, et ce sans attendre l'échéance de 2020 avancée par le gouvernement au printemps dans le cadre de la réforme de la SNCF. Et c'est comme cela que le taux d'endettement français a bondi à 98,5 % fin 2017 (98,2 % fin 2016, contre 96,6 % auparavant).

Seuil purement symbolique

Ce chiffre pourrait rapidement être revu à la hausse, au moins temporairement, quand l'Insee dévoluera à la fin du mois l'endettement à la fin du premier semestre 2018. « Traditionnellement, l'Etat emprunte plus au premier semestre, ce qui fait que la dette augmente fortement en début d'année avant de redescendre au second semestre. Comme le taux a déjà augmenté de 0,8 point de PIB au premier trimestre, il est donc tout à fait possible qu'on ait atteint le cap des 100 % fin juin », relève François Ecalle, spécialiste des finances publiques et responsable du blog « Fipeco ». L'approche de ce seuil de 100 % – purement symbolique et sans réel sens économique – n'inquiète pas outre mesure le gouvernement. « Nous n'attendons pas d'impact psychologique », assure-t-on à Bercy. Mais l'exécutif a devoir

« Nous réduirons la dette d'au moins 5 points de PIB sur le quinquennat. »

BERCY

vivre avec un taux d'endettement autour de 98 % jusqu'à fin 2019. « Avec un déficit proche du niveau stabilisant la dette, il n'y a pas d'armation spectaculaire à attendre », conclut-il. Tout n'est pas noir dans la situation, puisque la charge d'intérêt pourrait malgré tout diminuer l'an prochain du fait de taux d'intérêt toujours très bas. Un effet positif tempéré à court terme par la remontée de l'inflation, qui a renchéri en 2018 le coût des obligations indexées.

La décision de l'Insee complique en tout cas les objectifs du gouvernement en matière d'endettement. Pour Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics interrogé par « Les Echos », « la tendance sera bonne, on a juste fait la vérité des prix

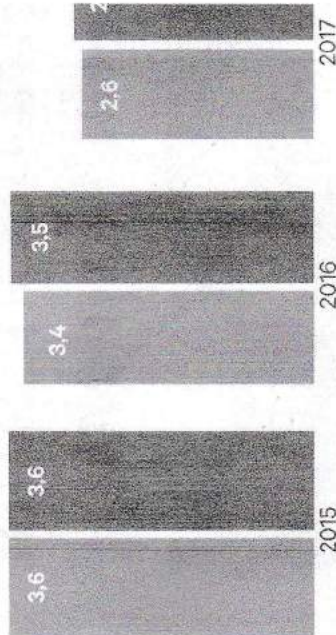
[sur la SNCF] en reconnaissant que c'était de la dette française ».

Il n'empêche : après avoir promis de baisser le poids de la dette de 5 points de PIB d'ici à la fin du quinquennat, l'exécutif affichait au printemps un objectif de réduction de 7 points de PIB permettant de revenir sous la barre des 90 %, qui paraît bien plus lointain aujourd'hui. « Nous réduirons la dette d'au moins 5 points de PIB sur le quinquennat, même si le point de départ est plus haut à 98,5 % », explique-t-on à Bercy.

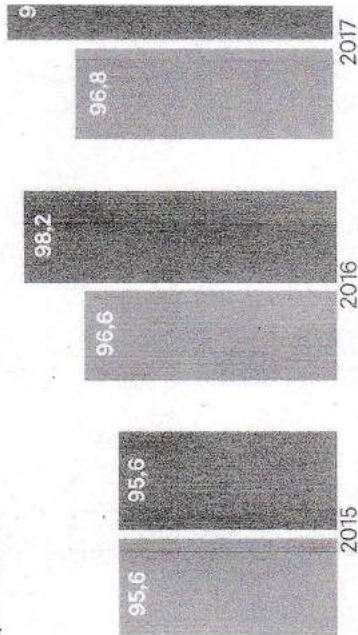


L'interview de Charles Wyplosz, professeur d'économie sur lesechos.fr

DÉFICIT



DETTE

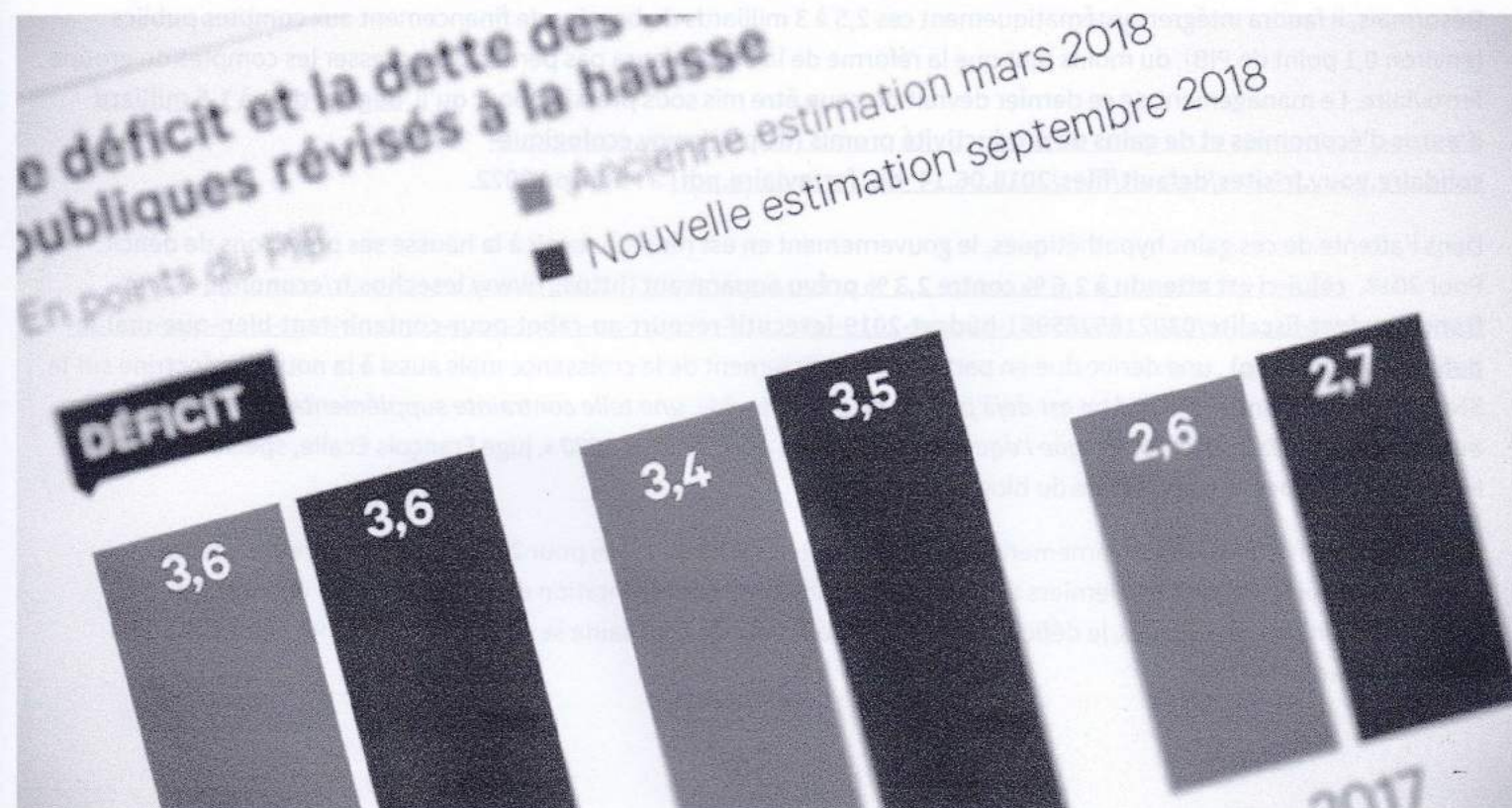


CHAUSSURES
 SOINS
 ACCESSOIRES

J.M. WESTON

La dette de la SNCF, un nouvel obstacle à la réduction du déficit

RENAUD HONORÉ (HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=117) | Le 06/09 à 19:13 | Mis à jour le 07/09 à 10:10



Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics, va devoir intégrer chaque année 3 milliards de besoins de financement de SNCF Réseau au déficit français.

La requalification de SNCF Réseau en administration publique va alourdir le déficit de 0,1 point de PIB pendant plusieurs années. Une contrainte supplémentaire pour le maintenir sous 3 % du PIB en 2019.

Fin mai, **Edouard Philippe tendait la main aux syndicats de la SNCF**

(https://www.lesechos.fr/25/05/2018/lesechos.fr/0301719794090_sncf---malgre-la-reprise-de-35-milliards-de-dette-par-l-etat-la-greve-continue.htm) en leur promettant à partir de 2020 une reprise de 35 milliards d'euros de la dette du groupe ferroviaire, pour obtenir la fin du mouvement social contre la réforme du statut. Une concession dont on comprend aujourd'hui qu'elle n'en était pas vraiment une : jugée inévitable par Bercy depuis quelques années, l'intégration de la dette de la SNCF à l'endettement français était en fait déjà actée comptablement. C'est ce qui ressort **de la décision de l'Insee ce jeudi de requalifier SNCF Réseau en administration publique**

(<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0302216817190-la-sncf-fait-grimper-la-dette-francaise-a-un-niveau-proche-de-100-du-pib-2202898.php>), et ce depuis... 2016.

> **Charles Wyplosz : « La dette publique n'est pas identifiée par Macron comme étant un problème primordial »** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0302218061083-charles-wyplosz-la-dette-publique-nest-pas-identifiee-par-macron-comme-etant-un-probleme-primordial-2202978.php>)

Le déficit public n'est pas épargné par ce changement voulu par l'office statistique. De fait, celui-ci se retrouve dégradé à 2,7 % du PIB en 2017 contre 2,6 % annoncé auparavant, pour tenir compte du besoin de financement de SNCF Réseau désormais intégré aux comptes publics. A cela, il faut aussi ajouter les 2,5 milliards d'euros engagés par l'Etat pour la recapitalisation d'Orano, l'ex-Areva. L'Insee a en effet dû se rallier à l'avis de son homologue européen Eurostat de requalifier cette opération en dépense publique.

Trois milliards de plus chaque année

Cette nouvelle doctrine comptable sur SNCF Réseau devrait alourdir le déficit pendant encore plusieurs années. Désormais, il faudra intégrer systématiquement ces 2,5 à 3 milliards de besoins de financement aux comptes publics (environ 0,1 point de PIB), du moins tant que la réforme de la SNCF n'aura pas permis de redresser les comptes du groupe ferroviaire. Le management de ce dernier devrait du coup être mis sous pression pour qu'il **dégage de 1 à 1,5 milliard d'euros d'économies et de gains de productivité promis** (https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.06.14_dp_ferroviaire.pdf) à l'horizon 2022.

Dans l'attente de ces gains hypothétiques, le gouvernement en est réduit à revoir à la hausse ses prévisions de déficit. Pour 2018, **celui-ci est attendu à 2,6 % contre 2,3 % prévu auparavant** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0302165285961-budget-2019-lexecutif-recourt-au-rabot-pour-contenir-tant-bien-que-mal-le-deficit-2200018.php>), une dérive due en partie au ralentissement de la croissance mais aussi à la nouvelle doctrine sur la SNCF (pour 0,1 point). « *Quand on est déjà proche du seuil des 3 %, une telle contrainte supplémentaire n'est évidemment pas bonne et complique l'équation budgétaire pour 2019 et 2020* », juge François Ecalte, spécialiste des Finances publiques et responsable du blog « Fipeco ».

Selon nos informations, le gouvernement viserait une cible proche de 2,7 % pour 2019, mais le chiffre est encore susceptible d'évoluer avec les derniers arbitrages en cours avant la présentation du projet de loi de finances fin septembre. Une chose est sûre, le déficit prévisionnel pour l'année prochaine se situera sous les 3 %, comme l'a déjà indiqué Bruno Le Maire.